

Distr.  
GENERALE

E/CN.4/1181  
4 novembre 1975

FRANCAIS  
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME  
Trente-deuxième session

QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES  
FONDAMENTALES, Y COMPRIS LA POLITIQUE DE DISCRIMINATION RACIALE  
ET DE SEGREGATION ET LA POLITIQUE D'APARTEID, DANS TOUS LES PAYS,  
EN PARTICULIER DANS LES PAYS ET TERRITOIRES COLONIAUX ET DEPENDANTS

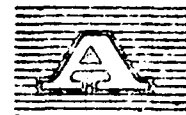
Note du Secrétaire général

Conformément à la demande contenue dans les lettres datées du 25 avril 1975 et du 11 septembre 1975, émanant du Président du Conseil des Nations Unies pour la Namibie et adressées au Président de la Commission des droits de l'homme, le Secrétaire général a l'honneur de porter à l'attention des membres de la Commission des droits de l'homme les documents joints ci-après :

1. A/AC.131/L.24, contenant un communiqué de presse publié par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie à l'issue de sa 219ème séance, le 25 avril 1975;
2. A/AC.131/L.31, contenant une déclaration publiée par le Conseil des Nations Unies pour la Namibie, le 29 août 1975, au sujet de la prétendue conférence constitutionnelle et de la répression en Namibie.

# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
LIMITEE  
A/AC.131/L.24  
30 mai 1975  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

---

### CONSEIL DES NATIONS UNIES POUR LA NAMIBIE

COMMUNIQUE DE PRESSE PUBLIE PAR LE CONSEIL A L'ISSUE DE SA  
219ème SEANCE, LE 25 AVRIL 1975

1. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie a été consterné et révolté d'apprendre qu'un Namibien avait été tué de sang-froid, sans la moindre provocation de sa part, et dix autres sérieusement blessés lorsque la police sud-africaine a ouvert le feu sur des travailleurs non armés et sans défense du quartier noir de Katutura (Windhoek), le 23 avril 1975.
2. Cet acte infâme est une nouvelle conséquence des efforts que ne cesse de déployer l'Afrique du Sud pour maintenir de force son occupation illégale en Namibie. La vérité à propos de la Namibie est que l'Afrique du Sud l'occupe illégalement et consacre cette illégalité par la force des armes, les mesures d'intimidation, les arrestations, la torture et la peine du fouet infligée en public.
3. Afin de justifier ce meurtre, la police du régime raciste sud-africain a déclaré que 295 Africains avaient été arrêtés, "127 pour avoir jeté des pierres, et 168 pour s'être trouvés illégalement dans le quartier africain". Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie rejette cette prétention absurde, car aucun Namibien ne saurait être considéré comme résidant illégalement dans son propre pays. Au contraire, c'est le régime raciste de l'Afrique du Sud qui occupe illégalement la Namibie, ainsi que la Cour internationale de Justice l'a déterminé dans les conclusions de son avis consultatif du 21 juin 1971 1/.
4. Le Conseil tient à réaffirmer que le régime illégal sud-africain doit comprendre que l'intensification de sa répression et sa présence continue en Namibie ne feront jamais qu'accroître la volonté de lutte du peuple qu'il cherche à opprimer. Le combat des Namibiens contre un tel régime est juste et doit être mené jusqu'à son terme logique, à savoir le retrait complet de Namibie des forces d'occupation et de

---

1/ Conséquences juridiques pour les Etats de la présence continue de l'Afrique du Sud en Namibie (Sud-Ouest africain) nonobstant la résolution 273 (1970) du Conseil de sécurité, Avis consultatif, Recueil CIJ 1971, p. 16.

leurs séides. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie condamne dans les termes les plus énergiques ces actes lâches et exige la libération immédiate et inconditionnelle de tous ceux qui ont été arrêtés.

5. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie souhaite présenter ses sincères condoléances à la famille du patriote assassiné et l'assurer que la communauté internationale tout entière partage la perte qu'elle vient de subir.

-----



# NATIONS UNIES

## ASSEMBLEE GENERALE



Distr.  
LIMITEE

A/AC.131/L.31  
25 septembre 1975  
FRANCAIS  
ORIGINAL : ANGLAIS

CONSEIL DES NATIONS UNIES  
POUR LA NAMIBIE

DECLARATION PUBLIEE PAR LE CONSEIL, LE 29 AOUT 1975, AU  
SUJET DE LA PRETENDUE CONFERENCE CONSTITUTIONNELLE ET DE  
LA REPRESSION EN NAMIBIE

1. D'après certains rapports parvenus au Conseil des Nations Unies pour la Namibie, une nouvelle vague d'arrestations et d'incarcérations de Namibiens, déclenchée par le régime sud-africain, déferle actuellement sur la Namibie.
2. Le renouvellement et l'intensification de la campagne de répression et d'oppression coïncident avec la réunion de la prétendue conférence constitutionnelle, qui est prévue pour le 1er septembre 1975.
3. Au cours des tout derniers jours, on a pu observer une recrudescence des arrestations de dirigeants de la SWAPO /South West Africa People's Organization/ et d'autres organisations, de même que des mesures de harcèlement dirigées contre le peuple namibien. De nombreux Namibiens ont été arrêtés ou enlevés, parmi lesquels, notamment :

Axel Johannes, secrétaire général par intérim de la SWAPO  
Othniel Kaakunda, secrétaire aux affaires intérieures de la SWAPO  
Aaron Muchimba, organisateur national de la SWAPO  
David Mugaro, secrétaire aux affaires étrangères de la SWAPO  
Samuel Shivute, secrétaire régional de la SWAPO pour la Namibie septentrionale  
Ruehen Hauwanga, secrétaire de la SWAPO pour l'information et la publicité  
Pasteur Zepheniah Kameeta, directeur du Séminaire théologique Paulineum  
d'Otjimbingwe, et activiste dévoué de la SWAPO  
Festus Naholo, activiste de la SWAPO, étudiant au Séminaire théologique  
Paulineum  
Lazarus Guiteb, secrétaire local de la SWAPO, à Otjiwarongo  
Albertus Kanguuchi, vice-président de la SWANU et président de la NNC /Namibian  
National Convention/

4. De plus, la résidence de M. David H. Meroro, président national de la SWAPO, a été mise à sac et ses enfants terrorisés. Son nombre de ces ignobles actes de terrorisme ont été commis par une bande de maraudeurs abusés, mais travaillant en liaison étroite avec la police sud-africaine.

5. Le régime sud-africain a justifié cette nouvelle vague de terreur en la liant au récent décès de Filemon Elifas, chef de bantoustan. Toutefois, l'objectif réel de ces actes renouvelés de terrorisme et de brutalité contre le peuple namibien est d'arrêter et d'emprisonner tous les opposants politiques - réels ou supposés - au régime actuel, avant la réunion de la prétendue conférence constitutionnelle qui vise à diviser la population namibienne et perpétuer ainsi la domination sud-africaine sur le territoire.
6. A cette fin, les autorités sud-africaines d'occupation ont monté des élections truquées, en janvier 1975, dans le "bantoustan" de l'Ovamboland et en avril 1975, dans le "bantoustan" des Rehoboth Basters.
7. Des personnalités qui occupent des positions en vue dans les "bantoustans" et d'autres éléments sont actuellement convoqués par les autorités sud-africaines dans le but de réunir la prétendue conférence constitutionnelle. Ces mesures sont en violation des résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité ainsi que de l'avis consultatif de la Cour internationale de Justice qui, le 21 juin 1971, a demandé le départ immédiat et inconditionnel de l'administration sud-africaine et de son personnel militaire de Namibie.
8. En même temps, la conférence constitutionnelle organisée par les Sud-Africains exclut le représentant authentique du peuple namibien - la SWAPO - qui est le véritable nerf de la guerre nationale pour la libération de la Namibie et que l'Organisation des Nations Unies, l'Organisation de l'unité africaine (OUA) et d'autres organisations internationales reconnaissent comme tel. La NNC, organisation qui encadre divers groupes d'Africains en Namibie, ne participe pas non plus à cette conférence. Le groupe ethnique qui vient en second de par son importance dans le territoire a refusé de participer à la conférence constitutionnelle si les travaux de celle-ci ne font pas l'objet d'une supervision internationale et si les exilés politiques ne sont pas autorisés à entrer en Namibie pour y participer.
9. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie dénonce la politique du régime illégal sud-africain en Namibie et condamne les arrestations et les actes d'intimidation perpétrés contre le peuple namibien. Il attire l'attention de l'Assemblée générale, du Conseil de sécurité et du Secrétaire général sur la situation grave ainsi créée en Namibie et qui constitue une menace pour la paix et la sécurité internationales.
10. L'intégrité territoriale de la Namibie est sacro-sainte. La communauté internationale se doit de maintenir l'intégrité territoriale de la Namibie et l'unité nationale de sa population ainsi que de permettre au peuple namibien d'exercer son droit à l'autodétermination et à l'indépendance.
11. Le Conseil des Nations Unies pour la Namibie demande instamment à la communauté internationale de déjouer les manœuvres sud-africaines en Namibie et de faire pression sur le régime raciste sud-africain pour le contraindre à se retirer du territoire qui relève de l'autorité des Nations Unies.